

4. Tous les mariages célébrés par l'un des ministres ordonnés de la corporation, dans la province de Québec, à compter de la date de sa constitution en corporation jusqu'à ce jour, sont, par la présente loi, déclarés aussi valides et légaux que s'ils avaient été célébrés par des ministres dûment autorisés d'une congrégation religieuse ayant le pouvoir de tenir des registres de l'état civil, pourvu que les autres prescriptions de la loi aient été observées.

Validation
de la célé-
bration de
certains
mariages.

5. La corporation devra, chaque fois que l'exigera le secrétaire de la province, transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil un état de ses biens mobiliers et immobiliers dans la province, faisant connaître les noms de ses officiers, et la situation de sa principale place d'affaires, avec aussi une copie certifiée de sa constitution, de ses règles et de ses règlements.

État des biens
transmis au
lt-gouv. en
conseil.

6. Rien dans la présente loi n'aura pour effet de soustraire la corporation aux dispositions de la charte, des règles et des règlements de toute municipalité où ladite corporation pourra exercer ses pouvoirs, non plus qu'aux dispositions de la Loi de l'hygiène publique de Québec.

Dispositions
sauvegardées.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vi-
gueur.

CHAP. 122

Loi constituant en corporation *Montefiore Hebrew Orphans Home of Montréal*

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

ATTENDU que Julius B. Miller, marchand; Asher Cooper, marchand; Moses Feldman, marchand; Robert Gradinger, marchand; Nathan Blau, manufacturier de fourrure; Hiram Abramowitz, marchand; Charles Schacher, marchand; Berush Steinhouse, marchand de meubles; Max Seigler, courtier d'assurance; David Sperber, gentilhomme; Saul Lerner, vérificateur de comptabilité; Feivel Seidman, marchand de nouveautés; Benny Udashkin, boucher; Max Handman, tailleur; Max Wall, comptable; Harry Schraiberg, manufacturier, tous de la cité et du district de Mont-

Préambule.

réal, ont représenté, par leur pétition, qu'il résident à Montréal, et professent la religion juive; et que le besoin urgent d'une institution de bienfaisance juive, pour servir de refuge aux enfants appartenant à la religion juive qui peuvent être privés de leurs protecteurs naturels, soit par décès, soit par abandon ou autrement, et ayant pour but de protéger ces enfants, se fait actuellement sentir dans la cité de Montréal, et attendu qu'ils désirent être constitués en corps politique et corporation sous le nom de *Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal*; et, attendu qu'il convient d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Corporation
constituée.

1. Julius B. Miller, marchand; Asher Cooper, marchand; Moses Feldman, marchand; Robert Gradinger, marchand; Nathan Blau, manufacturier de fourrure; Hiram Abramowitz, marchand; Charles Schacher, marchand; Berush Steinhouse, marchand de meubles; Max Seigler, courtier d'assurance; David Sperber, gentilhomme; Saul Lerner, vérificateur de comptabilité; Feivel Seidman, marchand de nouveautés; Benny Udashkin, boucher; Max Handman, tailleur; Max Wall, comptable; Harry Schraiberg, manufacturier, tous de la cité de Montréal et toutes autres personnes qui sont ou qui pourront par la suite en devenir membres, sont par la présente loi constitués en une corporation sous le nom de *Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal*.

Nom.

Biens dévolus
à la corpora-
tion.

2. Toute propriété mobilière et immobilière qui peut être possédée ou tenue en fidéicommiss par ladite corporation sera et est par la présente loi transférée et dévolue à la dite corporation; ladite corporation aura et exercera tous les droits appartenant à ladite corporation et elle sera sujette à toutes les obligations contractées par elle.

Succession
perpétuelle,
etc.

3. Ladite corporation pourra, sous ce nom, avoir un sceau commun, avec pouvoir de le modifier, changer ou remplacer, et elle aura succession perpétuelle, et possèdera tous les droits appartenant aux corporations en général ainsi que tous les pouvoirs conférés par la présente loi.

4. Ladite corporation pourra en tout temps acquérir, vendre, transporter, louer, échanger, hypothéquer et aliéner ses propriétés immobilières, et elle aura le pouvoir de faire, tirer, accepter, endosser et transporter des lettres de change, billets, chèques, bons, et autres effets négociables sous la signature de ses officiers et autres personnes en son nom corporatif, selon qu'il sera déterminé par les règlements de ladite corporation.

La corporation peut acquérir etc., des propriétés, etc.

5. Ladite corporation pourra avoir, posséder, vendre, construire et acquérir par donation, achat, testament ou autrement, toute propriété immobilière dans la cité de Montréal ou dans son voisinage, qui pourra être requise, et elle pourra acquérir, louer, ériger, modifier ou échanger des bâtisses convenables et les entretenir, modifier ou renouveler, comme il pourra être requis pour ses fins et la poursuite raisonnable des objets de la corporation, pourvu toujours que la valeur annuelle des immeubles possédés par ladite corporation n'excède pas la somme de vingt mille dollars.

Pouvoir de posséder, etc. des propriétés immobilières.

Limitation de ce pouvoir.

6. Si la corporation acquérait, recevait, par don, par legs ou autrement, quelque immeuble en sus de la propriété immobilière qu'elle est autorisée à posséder en vertu de la présente loi, ledit don, legs ou autre acquisition ne sera pas nul pour cela; mais la corporation sera tenue, dans les cinq années, à compter de la date de son entrée en possession paisible dudit don, legs ou autre acquisition, de vendre ledit immeuble ou partie dudit immeuble et d'en disposer, ou bien quelque autre de ses immeubles, de manière que la valeur annuelle de la propriété immobilière de la corporation n'excède pas la somme de vingt mille dollars.

Biens excédant le montant autorisé.

7. Ladite corporation est autorisée à adopter des règlements, des règles et ordonnances pour sa régie interne, pour la direction et la discipline de ses officiers et de ses membres, et pour la surveillance de ses affaires — ces officiers devant être élus de la manière décrétée par lesdits règlements, règles et ordonnances, et le mode et la date de l'élection, le nombre et le cens d'éligibilité de ses officiers devant aussi être fixés par lesdits règlements, règles et ordonnances, — et à amender ou abroger lesdits règlements, règles et ordonnances, pourvu toutefois qu'aucun desdits règlements, règles et ordonnances ne soient incompatible avec la présente loi ou avec les lois de cette province.

Règlements de régie interne, etc.

Règlements,
etc.

8. Ladite corporation, agissant par ses officiers, est aussi autorisée à adopter et à établir les règles et les règlements qui seront jugés nécessaires ou utiles à l'administration, à la régie et à la direction de ladite institution, ainsi qu'à l'administration, la régie et la direction de ses agents, employés et serviteurs, et à la nomination ou à la destitution de ses agents, employés et serviteurs, leurs salaires ou allocations, et aussi à adopter et établir des règlements et des règles pour l'admission, le soin, le renvoi et la discipline de ses protégés, et à modifier ou abroger lesdits règlements et règles, et à exercer les pouvoirs qui sont nécessaires pour la régie et la direction convenable de ladite institution, pourvu toutefois qu'aucune disposition desdits règlements et règles ne soit incompatible avec la présente loi ou avec les lois de cette province.

Droit d'ester
en justice,
etc.

9. Ladite corporation aura le pouvoir de percevoir et de recouvrer, par actions ou autres procédures judiciaires, le paiement de toutes souscriptions, donations, rétributions de membres, et autres droits ou versements sur iceux.

Emploi des
fonds.

10. Tous les fonds et les biens de ladite corporation ne seront affectés et employés qu'aux fins de ladite corporation et au paiement des déboursés et des dépenses qui seront légitimement encourus à son égard, et à la poursuite convenable des fins qu'elle a en vue.

Responsabi-
lité des offi-
ciers, etc.

11. Aucun des officiers ou des membres de ladite corporation ne sera personnellement responsable des dettes de ladite corporation.

Dispositions
applicables.

12. Rien dans la présente loi n'aura pour effet d'empêcher la corporation d'être régie par les dispositions de la charte de la cité de Montréal, ou des règlements adoptés par ladite cité, conformément à sa charte, et par les dispositions de la loi concernant l'hygiène publique.

État au lt-
gouv. en con-
seil, etc.

13. Ladite corporation devra transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil un état de ses biens meubles et immeubles, ainsi qu'un rapport de ses affaires et les noms de ses officiers, chaque fois qu'elle en sera requise.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
